

Conseil Municipal  
du 28 janvier 2021

♦♦♦♦♦♦♦♦

**PROCES-VERBAL DE REUNION**

N°	
1	Révision de la grille tarifaire de la restauration scolaire dans les écoles de 1er degré de Mayenne
2	Tarifs 2021 pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)
3	Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions
4	Sport – Tarifs des installations sportives - Tarifs au 1er février 2021
5	Facturation animaux divagants
6	Sinistre du 5 juillet 2020 – Dégradations du bardage et du mur de soubassement salle de tennis Parc des Expositions
7	AMENAGEMENT : Eclairage public et activités complémentaires – Avenant n°2 à la convention conclue avec Territoire Energie Mayenne (TEM)
8	Vente d'une parcelle à MAYENNE CARROSSERIE
9	Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de téléphonie mobile (21SER05)
10	Marchés publics – Fourniture de matériaux de voirie – Lot 1 : Granulats (17FOU21-1) - Avenant – Autorisation de signature
11	Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateforme PMR et monte-charges (21SER02)
12	Finances - Exercice budgétaire 2021 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
13	Finances - Exercice budgétaire 2021 – Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits
14	Marchés publics – Vente aux enchères de biens – Autorisation de signature
15	Accessibilité – Création de la Commission pour l'accessibilité communale mutualisée avec Mayenne Communauté

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	33	L'an deux mille vingt et un, le 22 janvier, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 28 janvier, à la salle polyvalente – rue Volney - Mayenne, à 20h.
Conseillers présents ou représentés	33	
Contre	0	
Pour	33	
Abstention	0	
Quorum	17	

### Séance du 28 janvier 2021

#### Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, MM. TALOIS, REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoint ; Mme COLLET, M. NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mme ES SAYEH, M. BONNET, Mmes RONDEAU, THEVARD, M. AMOUSSOU TOSSOU, Mme PAPAIZAN, M. BESSIN, Mme OGER, MM. LEDUC, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON, Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme ANGOT, MM. FRANCOU, CHOUZY, conseillers municipaux.

#### Excusés :

Mme DESBOIS donne pouvoir à M. PAILLASSE  
M. BAILLAU donne pouvoir à Mme FOURNIER

Mme LEBOURDAIS a été désignée secrétaire de séance.

### **1 - Révision de la grille tarifaire de la restauration scolaire dans les écoles de 1er degré de Mayenne**

#### M. PAILLASSE expose :

Considérant la volonté affichée par la nouvelle équipe municipale que soit engagée dès son élection une réflexion sur la tarification de la restauration scolaire pour les élèves des écoles de 1<sup>er</sup> degré de la Ville de Mayenne,

Considérant que l'accès à une restauration scolaire de qualité ne saurait être rendue difficile en raison d'une problématique financière,

Considérant que la Collectivité souhaite privilégier une modulation des tarifs de restauration afin que les familles mayennaises aux revenus les plus faibles puissent se voir proposer des coûts de repas proche des 1.50 euros,

Considérant les données socio-démographiques de la Ville de Mayenne et notamment celles mettant en lumière le fort taux de familles monoparentales (32%) parmi l'ensemble des familles mayennaises allocataires du territoire communal,

Considérant que le quotient familial (QF) moyen des familles mayennaises allocataires est de 1007 euros et que plus de 57% de ces familles ont des ressources inférieures à ce montant,

Considérant que 66% des élèves mayennais scolarisés dans les écoles publiques de la Commune déjeunent régulièrement le midi dans les cantines scolaires municipales, avec malgré tout de fortes disparités selon les établissements,

Considérant le coût de service d'un repas scolaire livré et servi dans les écoles publiques de 1<sup>er</sup> degré calculé à 7.87 euros pour l'année 2019,

Considérant que le tarif actuel d'un repas servi dans les écoles publiques de 1<sup>er</sup> degré de Mayenne est actuellement de 3.70 euros pour les élèves mayennais et de 4.25 pour les enfants domiciliés en dehors de Mayenne,

Considérant l'avis favorable émis par la Commission Education-Restauration de la Ville de Mayenne du 02 décembre 2020,

Considérant l'avis de la Municipalité du 12 janvier 2021 émettant un avis favorable à la proposition tarifaire ci-dessous débutant à 1.50 euros par repas pour les familles mayennaises aux revenus les plus modestes :

CODE	Quotient Familial		Prix du repas
1	0	499	1,50 €
2	500	799	1,80 €
3	800	999	2,70 €
4	1000	1199	3,40 €
5	1200	1399	3,70 €
6	1400	1699	4,00 €
7	1700	1999	4,30 €
8	2000 ET +		4,60 €
HORS-COMMUNE			5,00 €

**M. MOTTAIS** : Le sujet de la cantine scolaire, et plus précisément de sa tarification, est un sujet social. Vous avez rappelé les réalités multiples et parfois complexes de certaines familles mayennaises. Le passage à un mode de calcul intégrant le quotient familial répond à un enjeu de justice sociale. Nous partageons ce point de vue. Nous voterons donc cette disposition.

Quand nous parlons de justice sociale, cela veut aussi dire que cette mesure puisse permettre à des enfants ne bénéficiant pas aujourd'hui des repas à la cantine scolaire pour des raisons financières de pouvoir en bénéficier demain. C'est pour cela que nous demandons qu'une évaluation de ce dispositif soit fait pour la rentrée de septembre 2022 afin de constater si le calcul au quotient familial aura permis à de nouveaux élèves de bénéficier des repas de la cantine scolaire qui, de surcroît, sont reconnus comme étant des repas de qualité.

Nous avons toutefois un point d'interrogation, qui pourrait devenir un point de vigilance selon la réponse que vous allez nous formuler. Cette interrogation concerne le budget puisque cette mesure va engendrer un déficit supplémentaire de 65 252,75 €. Nous ne sommes pas les seuls concernés puisque, par effet de ricochet, la commune de Parigné-sur-Braye devra elle-même prendre à un charge un déficit de plus de 11 000 €. Nous faisons ce soir un choix fort mais ce déficit, il nous faut l'assumer, le tout est de savoir comment. Lorsqu'on met en place un dispositif comme celui-ci, il nous faut trouver un équilibre entre l'effort consenti par l'usager et l'effort consenti par le contribuable. Nous n'avons pas eu de réponse à cette question en commission, nous réitérons donc notre interrogation ce soir en vous demandant comment vous comptez compenser ce déficit.

**Mme ES SAYEH** : La baisse des tarifs n'aura pas de conséquence sur la qualité des repas. Nous allons travailler sur une nouvelle charte alimentaire. Nous travaillerons sur trois objectifs :

- Payer au juste prix les producteurs
- Renforcer la qualité sanitaire
- Favoriser l'alimentation saine et durable

La ville de Mayenne est très bien placée par rapport à la loi EGALIM. Les objectifs à atteindre pour janvier 2022 sont quasiment atteints.

**M. CHOUZY** : Le goûter de nos enfants dans les groupes scolaires est disparate. Certaines familles donnent des chips à leurs enfants. On tend vers le repas à 1 euro, c'est bien. Il faut réfléchir à un goûter qui soit adapté à l'âge et qui soit égalitaire pour les enfants.

**M. LE SCORNET** : C'est un choix politique qui s'inscrit dans deux objectifs :

- permettre l'accès à un plus grand nombre d'enfants à une alimentation de qualité. On a une charte ambitieuse. Aujourd'hui, 35 % de nos produits sont bio, 50 % sont de la filière locale et 80 % sont fabriqués maison.

- permettre une meilleure prise en compte du quotient familial. Nous ne sommes pas éligibles au repas à 1 euro. Nous n'avons pas de quartier ciblé qui aurait permis cette mise en place et aurait permis d'avoir des aides de l'Etat. On passe à un tarif différencié en fonction des revenus.

On pourra traiter de la question des goûters. Sur l'aspect du budget, c'est un choix politique. Ce sont des économies à trouver ailleurs. C'est une chance de disposer d'une marge de manœuvre financière. On était une des rares collectivités à ne pas l'avoir encore mis en place.

**Mme LEFOULON** : Il faudra bien dire aux familles que ce ne sera pas un gage de moins-value au niveau de la qualité du repas.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- valide cette nouvelle grille tarifaire de la Restauration Municipale de la Ville de Mayenne
- fait débiter la mise en application de celle-ci au 1<sup>er</sup> avril 2021
- autorise, à titre dérogatoire, que les enfants domiciliés hors Mayenne et scolarisés dans les classes ULIS des écoles de la Collectivité puissent bénéficier des tarifs « mayennais ».
- applique les tarifs Mayenne pour les enfants en garde alternée dont seul l'un des deux parents est domicilié sur la Commune.

## 2 - Tarifs 2021 pour les accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

**Mme LEFOULON expose :**

***Pour les ALSH : Planet'Mômes + Courte Echelle, l'accès aux enfants domiciliés en dehors de Mayenne est conditionné à la signature d'une convention avec la commune d'origine. La commune où est domicilié l'enfant s'engage à participer financièrement à l'accueil de l'enfant.***

- Les 3 tranches de revenu utilisées
- Tarif A Quotient Familial < 800
- Tarif B Quotient familial 801 à 1 199
- Tarif C quotient familial > 1200

**ALSH Accueils de loisirs sans hébergement - Proposition de grille de tarifs Planète mômes 6- 12 ans et Courte échelle 3- 6 ans : Tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> Avril 2021**

	2021	
	Mayenne	Hors Mayenne
	Journée (repas inclus)	
Tarif A	6,69	13,43
Tarif B	7,08	14,91
Tarif C	8,14	17,17
	Demi-journée sans repas	
Tarif A	2,36	5,45

Ville de Mayenne  
Séance du 28 janvier 2021

Tarif B	2,54	6,19
Tarif C	3,07	7,31
Demi-journée avec repas		
Tarif A	6,16	9,82
Tarif B	6,34	10,56
Tarif C	6,87	11,68
Veillée		
Tarif A	4,51	4,51
Tarif B	4,77	4,77
Tarif C	5,47	5,47

**ALSH – Accueils de loisirs sans hébergement – Tarifs enfants placés dans une famille d'accueil par l'Aide Sociale à l'Enfance et la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Tarifs applicables à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021**

Journée ASE	
courte échelle et planet'momes	Tarifs 2021
journée animation et assurance	6,37 €
demi-journée animation et assurance	3,18 €
repas et gouter	
Total journée avec repas	11,01 €
Total demi-journée avec repas	7,82 €
Total demi-journée sans repas	3,18 €

**Accueils périscolaires maternels, primaires et ALSH mercredi et vacances- Tarifs 2021**

Facturation à la séance pour

- les écoles publiques le matin de 7h30 à 8h20 et de 17 H 00 à 18 H 45
- les ALSH Planète 'Mômes et Courte Échelle le matin de 7h30 à 8h50 et de 17 H 00 à 18 H 45.

Tarifs 2021	la séance
Tarif A	0,30 €
Tarif B	0,32 €
Tarif C	0,34 €

**Tarifs ALSH Planète mômes 6 12 ans et Courte échelle 3 6 ans pour les familles d'une commune conventionnée. Tarifs applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021 :**

Un tarif particulier pour les familles et le reste à charge facturée à la commune

	2021	
	Paiement direct à la ville de Mayenne par les familles Hors Mayenne Allocataires CAF et MSA	Montant facturé aux communes ayant signé une convention Hors Mayenne Allocataires CAF et MSA
	La demi-journée sans repas- Mercredi	

Ville de Mayenne  
Séance du 28 janvier 2021

Tarif A	5,45	2,7
Tarif B	6,19	1,97
Tarif C	7,31	0,88
La demi-journée sans repas- Mercredi		
Tarif A	9,82	2,7
Tarif B	10,56	1,97
Tarif C	11,68	0,88
La journée avec repas- vacances		
Tarif A	13,43	7,25
Tarif B	14,91	5,78
Tarif C	17,17	3,57
Veillée		
Tarif A	4,51	1,57
Tarif B	4,77	1,32
Tarif C	5,47	0,63

**Mme LEFOULON** : On aura à travailler sur de nouveaux tarifs en 2022.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide l'ensemble de ces tarifs.**

### **3 – Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions**

#### **M. REBOURS expose :**

Par délibération en date du 25 septembre 1997, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2021 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2021.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1er février 2021 sont les suivants :

- ☐ Grande salle – tarif de base ..... 9,12 €/heure  
(plateau d'évolution de dimension supérieure ou égale à 40 m x 20 m)

supplément pour chauffage (toute l'année) ..... 2,53 € /heure

supplément pour gardiennage..... 6,36 € /heure

Est gardiennée une installation couverte disposant d'un accueil permanent et d'un personnel d'entretien permanent

- ☐ Petite salle ou salle spécialisée..... 5,51€ /heure

- ☐ Installations extérieures ou de plein air..... 10,60 €/heure  
(ceci concerne toutes les activités en extérieur)

- ☐ Installations spéciales..... 24,39 €/heure  
(après accord de la commission permanente du Conseil Régional)

Il est précisé que ces tarifs seront également applicables pour la convention signée entre la Ville de Mayenne, l'Association Mayennaise de Badminton et le LEP Léonard de Vinci pour la mise à disposition de sa salle pour les activités du club de badminton.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :***

- ***entérine ces nouveaux tarifs,***
- ***autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.***

<b>4 - Sport – Tarifs des installations sportives - Tarifs au 1<sup>er</sup> février 2021</b>
---

**M. REBOURS expose :**

Chaque année, les tarifs des installations sportives de la ville sont revalorisés au 1<sup>er</sup> janvier. Il est proposé une revalorisation de l'ordre de 2 %, avec arrondi à 5 centimes.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouveaux tarifs au 1<sup>er</sup> février 2021.***

Complexe	Salle	Tarif selon utilisateur		
		<i>Etablissements scolaires Mayennais</i>	<i>Associations mayennaises Associations scolaires Mayennaises et Départementales USEP, UNSS, UGSEL</i>	<i>Associations hors commune Ligues, comités, fédérations Organismes privés</i>
Stade Municipal	Terrain de foot	Gratuit pour les écoles primaires et maternelles de la commune Application des tarifs prévus selon les conventions passées respectivement avec le Conseil Départemental de la Mayenne pour les collèges et le Conseil Régional des Pays de La Loire pour les lycées.	Gratuit	13,00€
	Terrain de rugby			13,00€
	Piste d'athlétisme			13,00€
	Terrain stabilisé			13,00€
	Tour Chrono			5,20€
Terrains extérieurs	Stabilisé Robert Buron			13,00€
	Terrain du plan d'eau			13,00€
	Vélodrome			13,00€
	Terrain du vélodrome			13,00€
Gymnase Gambetta	Halle sport-co			14,00€
	Salle de danse			9,40€
	Dojo			9,40€
Complexe Jules Ferry	Salle N°1			14,00€
	Salle N°2			14,00€
	Salle de musculation			9,40€
	S.A.E.			9,40€
	Pan d'escalade			9,40€
Gymnase Robert Buron	Halle sport-co			14,00€
Salle Jean Collat	Gymnase			14,00€
Salle Marcel Fauque	Grande salle			9,40€
	Petite salle			9,40€
Salle Lucie Aubrac	Dojo			9,40€
	Salle de musculation			9,40€
	Espace motricité			9,40€
Salle de pétanque	Ensemble des terrains			9,40€

## 5 - Facturation animaux divagants

### Mme LEROUX expose :

Le 3 Août 2020, les ASVP sont intervenus à la demande de la Gendarmerie pour la capture d'un chien au domicile de sa propriétaire. Ce chien devait être saisi suite à un dépôt de plainte pour morsures sur mineur.

Une procédure judiciaire a alors été engagée et a permis de recenser 5 mineurs victimes de morsures avec le même chien. Le Procureur a renvoyé dans un 1er temps le dossier à Monsieur le Maire dans le cadre du code Rural (les agressions n'ayant pas eu lieu sur l'espace public) et a proposé au Maire 2 options : soit le don du chien à une personne sans enfant, soit l'euthanasie du chien. Pour autant, le rapport d'expertise par le vétérinaire ne mettait pas en avant de manière formelle le caractère dangereux du chien. Le dossier



a donc été renvoyé au procureur pour une nouvelle décision. Le 16 Octobre dernier, le Procureur rendait son verdict en proposant soit une lettre d'abandon du chien par la propriétaire soit la construction d'un enclos adapté et sécurisé au domicile. La propriétaire a fait le choix de l'enclos et s'expose par conséquent au maintien des poursuites judiciaires. La propriétaire a pu récupérer son chien le 23 Octobre 2020. Durant ces 3 mois, la propriétaire s'est régulièrement manifestée pour pouvoir récupérer son chien dans les plus brefs délais.

La facturation qui incombe à la propriétaire pour la garde du chien au chenil est d'un montant de 2 007 €.

***Dans la mesure où la propriétaire n'est pas responsable des délais de procédure, considérant la situation sociale de l'intéressée et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, facture uniquement les interventions des ASVP le week-end pour nourrir le chien ; soit la somme de 886 € et accorde une remise gracieuse d'un montant de 1 121€.***

#### **6 - Sinistre du 5 juillet 2020 – Dégradations du bardage et du mur de soubassement salle de tennis Parc des Expositions**

##### **M. MARIOTON expose :**

Le 5 juillet 2020, Monsieur N a prêté sa voiture à Mademoiselle C, âgée de 15 ans, et elle a percuté le bardage de la salle de tennis du Parc des Expositions.

Les frais de remise en état s'élèvent à :

-DEVIS HAULT : 2 839.84 € TTC pour la réparation du mur de soubassement

-DEVIS PAUMARD : 750.00 € TTC pour la réparation des tôles de bardage

Soit un total de 3 589.84 €

De fortes pluies ayant provoquées des infiltrations dans les salles de tennis, les travaux de remise en état ont dû être réalisés au frais de la Ville de Mayenne.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, facture au propriétaire du véhicule, Monsieur N l'ensemble des frais supportés par la Ville de Mayenne, soit la somme 3 589.84 € TTC.***

#### **7 – AMENAGEMENT : Eclairage public et activités complémentaires – Avenant n°2 à la convention conclue avec Territoire Energie Mayenne (TEM)**

##### **M. MARIOTON expose :**

La convention entre la Ville de Mayenne et Territoire d'énergie Mayenne relative à l'éclairage public, l'éclairage sportif, les feux tricolores et les illuminations festives a été signée en mai 2019 pour une durée de 12 ans.

Un avenant a été signé en juin 2020, il convient désormais de signer un second avenant présentant les modalités suivantes :

##### **C.1 Modification de la planification**

Au cours du dernier COPIL, la Ville de Mayenne a adopté son Schéma Directeur Aménagement Lumière (SDAL). A partir des orientations définies, la programmation des travaux est prévue sur 4 années à partir de la validation du SDAL (conseil municipal de la Ville du 17 décembre 2020) quand la convention initiale prévoyait 2 années.

##### **C.2 Modification des prestations**

Pour permettre la mise en œuvre du SDAL, des prestations complémentaires sont à prévoir (à titre d'exemple : réseau sonorisation, mise en lumière de bâtiments et réseau de vidéo protection). Ces nouvelles prestations s'appliquent suivant les mêmes conditions financières que les autres investissements.

#### Incidence financière de l'avenant :

Sans qu'il soit possible d'estimer à ce stade les dépassements à venir de l'enveloppe budgétaire allouée aux investissements, il est précisé que toute demande de prestation complémentaire fera l'objet d'une estimation qui sera soumise au COPIL pour validation avant de procéder à la commande.

A noter que la planification des travaux sur 4 années entraîne une application de la convention au-delà des marchés de travaux en cours. Ceux-ci prennent fin en décembre 2022. Territoire d'énergie Mayenne ne peut ainsi garantir les prix, ni l'entreprise en charge des travaux au-delà de cette date. A la notification des nouveaux marchés de travaux, Territoire d'énergie Mayenne établira une estimation de l'impact financier au vu des conditions du marché et de l'avancée des travaux.

#### **Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- **approuve les dispositions de l'avenant N°2 à la convention entre la Ville de Mayenne et Territoire d'énergie Mayenne relative à l'éclairage public et aux activités complémentaires associées**
- **autorise Monsieur le Maire à signer le présent avenant et tout document y afférant.**

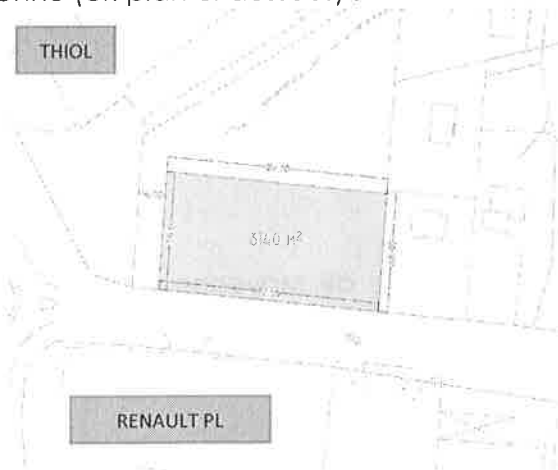
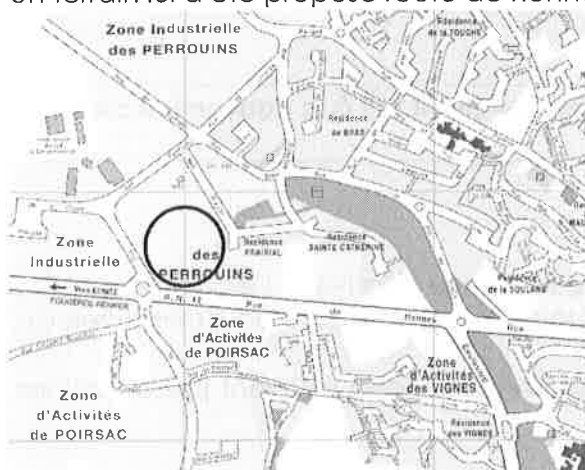
### **8 - Vente d'une parcelle à MAYENNE CARROSSERIE**

#### **M. MARIOTON expose :**

L'entreprise Mayenne Carrosserie, spécialisée dans l'entretien et la réparation de véhicules automobiles légers, est actuellement installée zone de Poirsac à Mayenne.

L'entreprise se développe et manque d'espace pour pouvoir répondre aux demandes de ses clients. Elle souhaite donc acquérir du terrain afin d'y bâtir un bâtiment d'environ 700 m<sup>2</sup>. Ce nouvel outil de travail permettra l'embauche d'un nouveau salarié.

Un terrain lui a été proposé route de Rennes à Mayenne (cf. plan ci-dessous) :



Afin de valider le prix de vente de ce terrain, la commune a sollicité le Pôle d'évaluation domaniale en date du 15 septembre 2020. L'avis d'estimation a été réceptionné le 8 octobre 2020 avec un prix de référence à 12,5 €HT le m<sup>2</sup>.

La parcelle concernée a les caractéristiques suivantes :

- Section : BN
- Parcelle : 436

Ville de Mayenne  
Séance du 28 janvier 2021

- Superficie : 3 140 m<sup>2</sup> environ
- Prix : 14 € H.T. le m<sup>2</sup> frais de géomètre et notaire à la charge du preneur.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

- valide la vente de 3 140 m<sup>2</sup> environ au prix de 14 € H.T. le m<sup>2</sup> (43 960 €) auquel s'ajoutent les frais de géomètre et de notaire à la société MAYENNE CARROSSERIE ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant,
- autorise Monsieur Le Maire à signer l'acte notarié ou tout autre document se rapportant à cette vente,
- confie la rédaction de l'acte à Me PILLEUX, notaire à Mayenne.

**9 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de téléphonie mobile (21SER05)**

**Mme FOURNIER expose :**

Les contrats d'abonnement de téléphonie mobile de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté prennent fin au 30 juin 2021.

Leur terme était initialement fixé au 30 décembre 2020 et une consultation numérotée 20SER18 avait été lancée le 21 septembre 2020 pour une remise des offres fixée au 13 octobre 2020. Dans un contexte d'incertitude sanitaire, de confinement et de recours massif au télétravail il a été jugé inopportun de procéder à un renouvellement de la flotte de téléphonie mobile en fin d'année et cette consultation a conséquemment été classée sans suite par délibération du Bureau communautaire en date du 3 novembre 2020. Un avenant pour chacun des marchés permet aujourd'hui de prolonger la durée des marchés en cours d'exécution jusqu'au 30 juin 2021.

Afin de garantir leur renouvellement à compter de ce nouveau terme il convient de relancer une consultation pour les trois prochaines années.

La Ville de Mayenne et Mayenne Communauté partageant un projet identique, il est proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique. Il est établi conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la commande publique.

Cette procédure, numérotée 21SER05 et intitulée « Acquisition de matériels de téléphonie mobile – Abonnements et consommations (relance) », aboutira à un marché pour chaque entité.

Au regard du montant estimé des prestations attendues, la procédure choisie pour le choix des titulaires est une procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera proposé par la commission MAPA de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour proposer un titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire :**

- à signer la Convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;

- à signer et exécuter le marché Ville de Mayenne avec le titulaire ainsi que les pièces s'y rapportant.

## **10 - Marchés publics – Fourniture de matériaux de voirie – Lot 1 : Granulats (17FOU21-1) - Avenant – Autorisation de signature**

### **Mme FOURNIER expose :**

Par marché notifié le 02/01/2018, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise CHAFFENAY SAS l'accord-cadre Ville de Mayenne de "Fourniture de matériaux de voirie – Lot 1 : Granulats » pour une durée totale, périodes de reconduction incluses, de 4 ans.

Par un courrier en date du 2 novembre 2020, l'entreprise PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU a informé la Ville de Mayenne que des modifications de structure juridique vont être réalisées.

En effet, trois entreprises (PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU – STE DES CARRIERE DE SEICHES – CHAFFENAY SAS) sont absorbées par la société CHAFFENAY HOLDING à compter du 1er novembre 2020.

Cette opération de fusion-absorption entraîne la cession du présent marché au bénéfice de l'une d'entre elles, PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU et n'engendre aucune autre modification des engagements contractuels.

Le présent avenant de transfert au marché n°17FOU21 VM vient donc officialiser ce changement de titulaire :

Dénomination sociale : PIGEON GRANULATS LOIRE ANJOU  
Siège : 54 Avenue de l'Atlantique – CS 50309 – 53 000 LAVAL  
Nouveau RIB (voir pièce jointe)  
SIREN : 555 750 967 RCS Laval  
N° TVA intracommunautaire : FR 35 555 750 967

Cet avenant n'entraîne aucune incidence financière et les clauses du marché sont inchangées.

La Commission d'appel d'offres de la Ville de Mayenne en date du 19 janvier 2021 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.***

## **11 - Marchés publics – Convention de groupement de commandes - Marché de maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateforme PMR et monte-charges (21SER02)**

### **Mme FOURNIER expose :**

Les parcs immobiliers de Mayenne Communauté, de la Ville de Mayenne et du CCAS de Mayenne (Centre Communal d'Action Sociale) disposent d'ascenseurs, de plateformes PMR et de monte-charges dont l'exploitation exige une maintenance complète.

Ces trois entités ayant pour projet de lancer une consultation afin d'assurer cette prestation de services, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de ce groupement de commandes est de désigner un seul prestataire pour répondre à ces besoins similaires afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique. Il est établi conformément aux articles L. 2113-6 et 2113-7 du Code de la commande publique.

Cette procédure, numérotée 21SER02 et intitulée « Maintenance préventive et corrective des ascenseurs, plateformes PMR et monte-charges », aboutira à un marché pour chaque entité membre du groupement. Au regard du montant estimé des prestations attendues, la procédure choisie pour le choix du ou des titulaires est une procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera proposé par la commission MAPA de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour proposer un titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire :**

- **à signer la Convention de groupement de commandes liée à cette consultation et fournie en annexe ;**
- **à signer et exécuter le marché Ville de Mayenne avec le titulaire ainsi que les pièces s'y rapportant.**

**12 - Finances - Exercice budgétaire 2021 – Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits**

**Mme FOURNIER expose :**

Le vote du budget primitif 2021 de la Ville interviendra le 8 avril prochain.

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif 2021, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits ou complétés lors de son adoption.

Ainsi, il vous est proposé de voter par anticipation les crédits budgétaires suivants au titre du budget principal 2021 :

<b>IMPUTATION</b>			<b>AFFECTATION DES CRÉDITS</b>	<b>Dépenses Montant TTC</b>	<b>Recettes Montant TTC</b>
<b>Chap.</b>	<b>Fonction</b>	<b>Nature</b>			
20	2031	412 2	Etude terrain de football synthétique	30 000	
204	20421	815 1	Mobilité Douce - Aide aux propriétaires acquéreurs de vélos électriques	4 650	
23	2315	822 0	Travaux de voirie Giratoire des Pényennières	80 000	
21	2151	822 0	Travaux de voirie : rue du Prieuré de Berne dont effacement des réseaux	477 515 €	
21	21538	811	Travaux eaux pluviales rue du Prieuré de Berne	80 000 €	
13	1341	822 0	DETR 2021 sur aménagements concourant aux déplacements doux : rue du Prieuré de Berne		100 000 €

21	2183	020 0	Matériel informatique : équipement complémentaire des services pour le télétravail	5 000	
21	21318	422 4	Installation d'une porte entrée avec rideau métallique : Bâtiment LES POSSIBLES	15 000	
21	21318	411	Porte extérieure issue de secours : salle de sports Gambetta	6 000	
<b>TOTAL</b>				<b>698 165 €</b>	<b>100 000 €</b>

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le Maire à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif 2021.**

**13 - Finances - Exercice budgétaire 2021 – Budget annexe Eau et assainissement - Autorisation budgétaire spéciale – Ouverture anticipée de crédits**

**Mme FOURNIER expose :**

En application de l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (3ème alinéa et suivants), le Maire peut avant le vote du budget primitif 2021, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Les crédits correspondants sont inscrits ou complétés lors de son adoption.

Ainsi, il vous est proposé de voter par anticipation les crédits budgétaires suivants au titre du budget annexe eau et assainissement 2021 :

IMPUTATION Chap. Nature service			AFFECTATION DES CRÉDITS	Dépenses Montant HT	Recettes Montant HT
21	2156	20	Travaux de réaménagement collecte en eaux usées rue Jeanne d'Arc/quai Carnot/Pont Notre Dame	240 816 €	
13	131	20	Subvention Agence de l'Eau (30% du coût des travaux hors maîtrise d'œuvre) sur travaux de réaménagement collecte en eaux usées rue Jeanne d'Arc/quai Carnot/Pont Notre Dame		69 600 €
23	2315	10	Travaux divers du concessionnaire en eau potable	5 000 €	
23	2315	20	Travaux divers du concessionnaire en eaux usées	10 000 €	
<b>TOTAL</b>				<b>255 816 €</b>	<b>69 600 €</b>

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le Maire à mandater les**

**dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci-dessus jusqu'au vote du budget primitif 2021.**

#### **14 - Marchés publics – Vente aux enchères de biens – Autorisation de signature**

##### **Mme FOURNIER expose :**

Considérant le contrat passé avec la société AGORASTORE, signé le 2 juin 2020 et notifié le 4 juin 2020, il a été décidé de mettre en vente sur ce site un certain nombre de biens.

Considérant la délibération en date du 15 octobre 2020, qui donne délégation au Maire pour l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600.00 €.

La vente aux enchères a été lancée le 11 janvier 2021 pour une clôture le 22 janvier 2021, les biens étant adjugés aux prix proposés par les meilleurs enchérisseurs. Trois lots ont trouvé acquéreur pour plus de 4 600 € :

- Véhicule IVECO DAILY BENNE (avec un montant initial de mise en vente fixé à 200 € et un prix, en clôture des ventes, enchéri à 5 004 €)
- Véhicule MERCEDES SPRINTER (avec un montant initial de mise en vente fixé à 500 € et un prix, en clôture des ventes, enchéri à 5 946 €)
- Lot de 100 m3 de pavés granit (avec un montant initial de mise en vente fixé à 1 000 € et un prix, en clôture des ventes, enchéri à 5 880 €)

***Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer la vente des biens listés ci-dessus dont le montant de vente est supérieur à 4 600 €.***

#### **15 - Accessibilité – Création de la Commission pour l'accessibilité communale mutualisée avec Mayenne Communauté**

##### **M. NICOUX expose :**

L'article L 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de 5 000 habitants et plus, il est créé une commission communale pour l'accessibilité.

Elle est composée notamment :

- des représentants de la commune,
- d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique,
- d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,
- de représentants des acteurs économiques
- ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cet article indique aussi que la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Les principales missions de la Commission se répartissent comme suit :

- dresser un constat de l'état de l'accessibilité de la voirie, des bâtiments et de l'accès aux transports urbains,
- donner des avis et faire part des propositions d'amélioration et de mise en accessibilité de l'existant.
- établir un rapport annuel présenté en assemblée délibérante (puis transmis au Préfet, au Président du Conseil Général, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées mais aussi à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport).

- élaborer le Plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE).
- élaborer et suivre l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP) pour les établissements recevant du public (ERP) non accessibles.
- Tenir à jour, par voie électronique, la liste des ERP situés sur le territoire qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.
- Organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Attention, la commission communale pour l'accessibilité (CCA) se distingue de la commission communale d'accessibilité (CA). Tandis que cette dernière a pour vocation de donner des avis sur le respect de la réglementation dans le cadre de projets de travaux, la CCA n'a pas de pouvoir décisionnel. Il s'agit d'un véritable observatoire local de la mise en accessibilité du territoire

La ville comme Mayenne Communauté ont donc l'obligation de créer une commission pour l'accessibilité.

Afin d'éviter de réunir parallèlement un nombre important d'acteurs et dans un esprit de réflexion collective, ces 2 commissions fonctionnent depuis 2 mandats de manière mutualisée avec des élus de la ville et de la communauté de communes mais avec les mêmes partenaires.

Il vous est donc proposé de poursuivre dans le même esprit

Les partenaires précédemment intégrés à cette commission ont été contactés par mail afin de connaître leur souhait de poursuivre leur investissement au sein de cette commission.

Un avis va paraître prochainement dans la presse afin d'inviter de nouveaux acteurs à se faire connaître avant le 10 février 2021 qu'ils soient associatifs ou citoyens volontaires en envoyant leurs coordonnées à [accessibilite@mairie-mayenne.net](mailto:accessibilite@mairie-mayenne.net)

C'est le Maire/Président qui arrêtera la liste de ses membres.

**Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :**

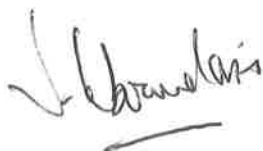
- valide la création d'une commission d'accessibilité mutualisée avec Mayenne Communauté
- l'ouvre aux représentants d'association d'usagers, de personnes handicapées, de personnes âgées ; aux représentants des acteurs économiques ainsi qu'aux citoyens qui se seront faits connaître
- désigne les élus de la ville qui participeront à cette commission : Alain Nicoux qui en assurera la Présidence, Caroline Desbois, Serge Delente, Jeanne Lebourdais, Jean-Marie Marioton, Céline Papazian, Xavier Talois, Michelle Thévard, Jean-Michel Tridon et Josselin Chouzy.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h.

Vu, la secrétaire

Jeanne LEBOURDAIS



Vu, le Maire

Jean-Pierre LE SCORNET

